



Conseil Départemental des Parents d'élèves des Écoles Publiques Laïques du Val d'Oise

101 rue du Brûloir - 95000 CERGY

☐: 01 30 32 67 67 - ☐: 01 30 32 78 77

☐: fcpe95.cdpe95@wanadoo.fr

☐: <http://www.fcpe95.com>

De la NOS au 19 octobre

La nouvelle organisation de la semaine scolaire amène de sérieux débats dans le département entre enseignants, collectivités et parents d'élèves.

Cela est tout à fait sain et logique. Il est d'autant plus dommageable pour l'efficacité de tels projets que le ministère ait préféré fonctionner par oukase plutôt que de privilégier la concertation.

Sans doute connaissait-il l'état d'esprit de la très grande majorité des membres de la communauté éducative qui avaient rejetés ses propositions au

Depuis M.Fillon et sa loi du même nom, la pratique est la même chez tous les ministres qui se sont succédés : le passage en force.

Comment s'étonner alors d'une telle précipitation dans les réformes ? Comment s'étonner d'un tel mépris envers les avis complémentaires des membres de la communauté éducative qui rejettent sa réforme ?

Pour la FCPE nationale, comme pour la FCPE du Val d'Oise cette réforme ne convient pas. Elle se traduit par moins d'heures pour tout le monde, moins d'enseignants, moins de spécialistes et des journées surchargées pour tous.

Changeons l'école ? Oui mais en mieux, ne la sabordons pas.

Nous voulons une véritable réflexion sur les rythmes de l'enfant, la prise en compte de ses capacités de travail et de concentration.

Nous demandons un véritablement étalement des séquences de travail et une réelle harmonisation des outils de l'Education Nationale avec ceux des collectivités territoriales. C'est au même enfants que les uns et les autres s'adressent. Il faut les considérer dans leur globalité et non dans un saucissonnage réducteur qui préfigure de leur adaptation future à la société marchande.

C'est pourquoi nous rejetons, en l'état de la réflexion et des outils de concertation mis en place, les temps prévus pour le soutien scolaire. Nous voulons une réflexion globale, initiée par le conseil des maîtres et poursuivie dans les conseils d'école en relation avec les instances communales.

Nous ne voulons ni d'un soutien scolaire au rabais, ni d'un soutien scolaire par défaut, ni d'un soutien scolaire en surcharge. Ni le matin avant l'école, ni le midi sur le temps du repas, ni le soir après une journée déjà trop lourde.

Nous ne voulons pas rentrer dans ce débat par le petit bout de la lorgnette, nous voulons un véritable étalement de la semaine. Cela ne pourra se faire sans la mise en place d'une véritable réflexion ouverte sur tous les corps de métiers. Une réflexion qui en parallèle traite des conditions de travail des enseignants, des contraintes sociales des familles et des des contraintes économiques des collectivités territoriales.

Enfin nous tenons par dessus tout à l'organisation du plus large rassemblement avec l'ensemble des organisations scolaires et péri scolaires, syndicats, associations, élus qui rejettent massivement les chausses trappes du ministère et doivent construire une alternative crédible, ambitieuse et urgente face au rouleau compresseur de la marchandisation de l'école publique.

La journée du 19 octobre appelle à l'unité d'action, au dialogue et à l'organisation de la riposte.

Soyons nombreux à faire prévaloir nos intérêts communs en plaçant l'intérêt de l'enfant au dessus de toutes les contradictions que la politique gouvernementale de division et de sabotage continuera de susciter.

Manuel Alvarez